

Santé. Le groupe Akdital Holding confirme ses ambitions

ENTRETIEN. En un an, ce groupe a ouvert 4 cliniques dans le grand Casablanca et construit un hôpital privé à El Jadida. 600 MDH ont déjà été investis.



Le groupe Akdital Holding, dirigé par Rochdi Talib affiche ses ambitions de devenir un acteur important de la santé. En juillet 2019, il vient d'ouvrir deux cliniques dans la ville de Casablanca. En une année, il a donc ouvert 4 cliniques, qui viennent s'ajouter à l'établissement historique du groupe, la clinique Jerrada à Casablanca.

Le PDG du groupe revient sur cette dynamique d'investissement et analyse le développement du secteur de la santé au Maroc.

Médias24 : Depuis un an, le groupe Akdital holding affiche une dynamique d'investissement à travers l'ouverture de 4 établissements. Pourquoi cette accélération ?

Dr Rochdi Talib: Notre groupe Akdital Holding existe depuis 2011. La première clinique du groupe est la ?Clinique Jerrada? située au quartier L'Oasis à Casablanca. C'est un établissement avec une centaine de lits et qui est une réussite en termes médical et de satisfaction des patients. C'est ce qui nous a encouragés à ouvrir d'autres cliniques.

Récemment, nous avons donc réalisé quelque chose d'extraordinaire : en une année, de juin 2018 à juin 2019, nous avons ouvert 4 autres cliniques dans le grand Casablanca. Nous avons essayé de mettre en place des cliniques de proximité, et qui répondent aux normes internationales.

Actuellement, nous sommes présents à Ain Sbaâ, Hay Mohammadi et Zenata avec le grand hôpital privé

?Casablanca Ain Sbaâ? (ouvert début juillet 2019). Il a une capacité de 200 lits.

La zone Ain Borja - Roches noires est couverte pour sa part par la Clinique Casablanca Ain Borja (ouverte en juillet 2018) avec une capacité d'une centaine de lits. Ces deux cliniques sont **multidisciplinaires** au vrai sens du terme.

Nous avons mis en place pour ces deux établissements des réanimations de haut niveau (adultes et néonatale). Il y a un manque énorme en matière de prise en charge des prématurés. Il y a **40 couveuses** au niveau de ces deux structures qui ont ouvert pendant l'année en cours.

En même temps, nous avons ouvert, en décembre 2018, un centre spécialisé en **oncologie**. C'est le Centre international d'oncologie Casablanca qui a une capacité qui dépasse 50 lits et qui dispose de deux bunkers avec deux accélérateurs pour la radiothérapie. Et puis il y a une réanimation pour les cancéreux qui ont besoin d'une prise en charge en réanimation et en soins intensifs.

Nous avons également ouvert une autre clinique spécialisée à la mi-juillet 2019. Il s'agit de la ?Clinique Longchamps?, dans le quartier Anfa toujours à Casablanca. C'est l'ancienne clinique des bonnes ?uvres que nous avons reprise en location, selon notre cahier de charges. C'est-à-dire que l'ancienne clinique a été démolie et refaite selon les normes internationales actuelles. Cette clinique est spécialisée dans les chirurgies cardiaque et neurologique.

-Mise à part cette clinique qui a été reprise, les autres établissements ont donc été créés par votre holding ?

-Absolument. Les autres cliniques ont été construites de A à Z. Donc, la particularité pour la Clinique Longchamps, c'est que les murs ne nous appartiennent pas. Mais c'est bien le groupe Akdital qui gère la nouvelle clinique. L'équipement médical et paramédical et tout le reste appartiennent, aussi, au groupe Akdital. Nous avons repris cette clinique en gestion totale.

-Ces projets représentent quel investissement ?

- 600 millions de DH environ, y compris la clinique Jerrada.

-Vous avez également d'autres projets?

-Nous sommes en train de construire un grand hôpital privé à El Jadida qui va couvrir toute la région de Doukkala-Abda. Cet hôpital est **multidisciplinaire**, oncologie comprise. Il a une capacité de 200 lits et sera ouvert l'année prochaine entre juin et septembre 2020.

Nous sommes également en prospection dans d'autres villes, qu'il est prématuré de citer..

-Pourquoi avez-vous choisi la ville d'El Jadida pour votre prochaine implantation?

-El Jadida se situe dans une région où il n'y a ni centre de **cardiologie** ni salles de **cathétérisme** cardiaque. Si jamais quelqu'un fait un infarctus au niveau de Safi, il est obligé de parcourir toute l'autoroute longue de 250 km pour arriver à Casablanca. Il fallait donc ouvrir pour la première fois un centre de cardiologie dans la région de Abda-Doukkala.

Deuxièmement, en **oncologie**, il n'y a pas non plus de centre dans cette région. On va donc mettre à la

disposition des habitants de la région un centre d'oncologie avec deux bunkers pour la radiothérapie.

Pour la **réanimation**, nous aurons 20 box avec à la clé tous les moyens techniques de haut niveau pour faire face à toutes les grosses urgences.

Il y avait un besoin au niveau de la cardiologie, la chirurgie cardiaque, la neurochirurgie, l'oncologie avec la radiothérapie et la réanimation néonatale dans cette région.

-Quelle est la capacité totale en termes de lits de votre groupe et combien employez-vous de personnes dans les différents établissements ?

-À Casablanca, nous avons une capacité totale de 550 lits et 67 lits de réanimation. C'est l'équivalent de 30 à 40% de capacité litière de réanimation pour adultes à l'échelle du grand Casablanca. Et nous avons 40 couveuses pour la réanimation néonatale.

Je cite également 27 blocs opératoires, dont 9 dédiés à la chirurgie cardiaque, 4 salles de cathétérisme cardiaque, 3 IRM et 5 scanners.

Nous employons actuellement 1.000 personnes (emplois directs).

-Comment financez-vous tous ces projets ? Est-ce que la dynamique d'investissement enclenchée par votre groupe impacte-t-elle vos indicateurs d'activité en termes de rentabilité ?

-Non, l'investissement n'impacte pas les indicateurs de notre activité. Une partie de l'investissement est effectuée en apports propres grâce au chiffre généré par la clinique Jerrada et l'autre partie est financée par les banques.

Nous sommes accompagnés par une grande banque de la place qui nous fait confiance et qui nous accompagne pleinement dans ces investissements. Il y a aussi les fournisseurs qui nous aident grâce au crédit fournisseur et des prix qui sont très raisonnables puisque nous lançons des appels d'offres assez importants.

-Hormis votre groupe qui investit de manière importante depuis un an, le groupe ODM a lui aussi, récemment, fait une opération sur la clinique Badr. Peut-on parler d'une dynamique d'investissement du secteur privé dans la santé?

-Les grands groupes sérieux prendront de plus en plus de place à l'avenir. Vous avez cité ODM, il y a également le groupe du Professeur Semlali qui a fait du bon travail et qui est en train de s'étendre au niveau national. Ces deux groupes sont spécialisés dans la cancérologie et la radiologie.

Notre groupe est multidisciplinaire et nous investissons dans de nouvelles structures que nous construisons nous-mêmes, selon des normes internationales.

-Cela veut dire qu'il reste beaucoup de choses à faire dans le secteur de la santé?

-Il y a beaucoup à faire au niveau de la santé. Il y a actuellement **9.000 lits qui sont dans le secteur privé sur un total de 27.000 lits**. Ces 9.000 lits sont fréquentés par 60% de la population générale, mutualiste et non-mutualiste. Les 40% restants se dirigent vers les structures publiques.

On est en pleins pourparlers pour créer un **partenariat public-privé avec l'État dans le secteur de la**

cancérologie où les listes d'attente sont longues. C'est le cas également dans le secteur de la radiologie où l'attente peut atteindre des mois pour un rendez-vous, dans la cardiologie interventionnelle où il y a un manque assez important au niveau du secteur public et il y a aussi la partie de la réanimation néonatale.

À ce titre, il y a un manque de **couveuses** à l'échelle nationale pour faire face aux prématurés qui sont estimés à 10% des naissances (sur 700.000 accouchements par an), soit 70.000 bébés qui naissent en situation de précarité en termes de santé et qui ont besoin d'une prise en charge en réanimation néonatale. Dans tout le secteur, nous avons à peine 300 couveuses à mettre à la disposition de ces 70.000 bébés. Le manque est flagrant.

Nous sommes donc disposés à collaborer pleinement avec l'État pour prendre en charge les familles nécessiteuses, mais à condition qu'il paie quand même un ticket qui nous permet de couvrir nos coûts. L'idée est de participer pleinement à sauver des vies et être une entreprise citoyenne.

-Quelles sont les spécialités où il y n'y a pas suffisamment d'investissements au Maroc ?

-J'insiste sur le fait que seuls 30% de la population ont une mutuelle.

Nous sommes prêts à mettre le paquet sur la réanimation néonatale et à tripler la capacité du secteur privé, mais il faut que l'État achète chez nous des prestations et qu'il nous encourage à nous développer.

Le Marocain lambda n'a pas les moyens de mettre son bébé dans une couveuse pendant plusieurs semaines. Ça coûte de l'argent. Il faut que l'État achète ces prestations comme il l'a fait pour la dialyse.

Nous sommes disposés à nous mettre autour d'une table et créer ce partenariat qui est vital pour la population. Je pense qu'avec les instructions de Sa Majesté, il y a quelques mois, pour revoir le Ramed de fond en comble, le secteur privé est appelé à collaborer pleinement dans la prise en charge de cette population qui n'est pas négligeable : 10 à 12 millions d'habitants sont des Ramedistes.

-Quels sont les freins à l'investissement et au développement du secteur privé dans le domaine de la santé ?

-Nous n'avons pas de facilitation de la part de l'État. Nous n'avons pas de subventions. On ne nous rend pas la vie facile. J'espère que suite aux instructions royales, les choses vont changer rapidement.

Nous avons un problème de ressources humaines actuellement. Par exemple, si on veut se positionner dans des endroits reculés du pays, nous aurons du mal à trouver des chirurgiens et des médecins spécialistes dans certains secteurs.

Donc, nous sommes découragés lorsque nous souhaitons nous installer dans les régions reculées du pays, parce qu'il n'y a pas le personnel paramédical et médical qualifié. De manière générale, il y a d'ailleurs un grand déficit dans le personnel paramédical.

Actuellement, même à Casablanca, nous avons un problème de recrutement parce qu'il n'y a pas assez de profils.

Pour notre hôpital à El Jadida, nous sommes actuellement en pourparlers avec l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC) de la ville qui est venue nous solliciter pour trouver un terrain d'entente afin d'engager le maximum de profils de la région dans le domaine du paramédical.